

**Marie-Pierre Vieu**

**Rapport au Conseil national, 13 avril 2013**

« *Messieurs, chacun ici sait combien l'heure est grave* », haranguait Danton appelant à la mobilisation de tous pour ne rien céder face à l'ennemi qui vient remettre en cause la nation et la révolution. « *Quand la patrie est en danger/ Tout appartient à la patrie !* »

Que dire alors, quand c'est la République qui est en danger ; que la finance n'épargne plus aucun secteur, même les institutions et l'action politique nous renvoyant à ce que certains nomment crise politique, d'autres crise de régime ?

Propositions immédiates pour sortir de crise, manifestation, Assises et processus constituant, révolution citoyenne, répondons-nous !

### **La République est en danger**

Le triptyque liberté, égalité, fraternité vidé de son contenu. Avec l'affaire Cahuzac, il se passe quelque chose d'extrêmement grave, dont nous ne mesurons aujourd'hui ni les prolongements ni toutes les conséquences : 600 000 euros en Suisse, qui s'avèrent 15 millions, des amitiés d'affaires avec des caciques d'extrême droite ; des liens désormais avérés avec les laboratoires pharmaceutiques alors même que l'actualité Médiateur éclaire la responsabilité de majors tels Servier dans le maintien ou la mise sur le marché de médicaments meurtriers pour de seuls motifs spéculatifs ; tout cela fait mal, très mal à la démocratie.

Des précédents, certes, il y en a eu : DSK sur un autre registre, l'affaire Karachi et plus récemment les supputations sur la responsabilité propre de l'ancien Président de la République dans le dossier Bettencourt.

Du point de vue de nos concitoyens, il n'en va plus de simples dérives ou débordements individuels qui affecteraient jusqu'au plus haut niveau du pouvoir, mais de connivences de plus en plus explicites entre les milieux financiers et ceux des cercles des pouvoirs, politiques, médiatiques, voire judiciaires et entrepreneuriaux.

Car il est un autre élément à prendre en compte. Il y a onze mois, nos concitoyens décidaient majoritairement d'en finir avec Sarkozy et l'UMP, et cette aspiration à changer d'air, l'action du Front de gauche avait contribué fortement à la politiser. Rappelez-vous que le tournant de la campagne présidentielle correspond à ce moment précis où s'affirme l'idée que le responsable de la crise « c'est le banquier, pas l'immigré. » Autrement dit, que l'exigence de partage des richesses et de redistribution sociale, celle de droits accrus pour l'arracher, commence à imprégner les esprits jusqu'à forcer le candidat Hollande à identifier, à son tour, la finance comme son adversaire. La victoire commence à paraître possible, et pour une raison simple, c'est que le clivage droite/ gauche redevient pertinent.

Aujourd'hui, l'actualité Cahuzac surgit alors que le Président de la République et son gouvernement assument le renoncement à cet objectif. Elle vient mettre en lumière le virage social-libéral du pouvoir, elle en est l'une des manifestations les plus saillantes.

Et s'il est un choc aujourd'hui, il provient de la violence inouïe de cette collusion entre une majorité gouvernementale qui abandonne son camp historique, et la majorité de nos concitoyens qui vivent de plein fouet les conséquences de ce choix. Avec l'effet boomerang que cela occasionne ; un rapport des Français à la politique qui s'étirole à la vitesse grand V. Selon un sondage Opinionway *Le Figaro-LCI* de lundi, 36 % des sondés pour le qualifier parlent de « dégoût », + 10 % par rapport à décembre 2012, contre 6 % « de l'espoir ». Ce sont encore 77 % des personnes interrogées qui estiment que les élus et les dirigeants politiques sont « plutôt corrompus », +8 points par rapport à octobre 2011, contre 22 % qu'ils sont « plutôt honnêtes »,

moins 8 points par rapport à la même date. Dans le même temps, 70 % de nos concitoyens ne se retrouvent pas dans l'action gouvernementale menée depuis un an.

Nous en sommes arrivés à ce point, souligne l'historien Roger Martelli dans un article de *Regards* où « *l'affaire Cahuzac peut être tenue pour l'expression paroxystique d'une conception de la vie publique. Il y a désormais une cohérence du fonctionnement institutionnel qui conjugue l'imposition d'une norme économique, la confusion du public et du privé, le reflux de la loi, l'affaiblissement de la représentation, l'expansion de l'expertise et l'alternance au pouvoir réel d'une caste, séparée par le clivage de la droite et de la gauche mais partageant les mêmes codes gestionnaires.* »

### **Les vrais fraudeurs**

En cherchant à individualiser et à moraliser l'affaire Cahuzac, à la déconnecter de l'urgence sociale et d'arbitrages politiques pour répondre à cette urgence, François Hollande prend le risque d'exacerber encore la colère et le ras-le-bol populaire. En désignant l'ensemble des élus comme la catégorie à placer sous haute surveillance, il participe à nourrir la distanciation avec des élus, accroît la rupture avec toute forme de démocratie représentation alimentant du même coup « tous les mêmes », « tous pourris » à la base d'une dérive populiste possible.

Sauf que la réalité est autre : que nous connaissons le travail de nos parlementaires et particulièrement dans la période récente où ils sont les derniers remparts contre les expulsions, la précarisation et la flexibilisation de l'emploi, les derniers leviers de rassemblement aussi. Nous l'avons vécu cette semaine encore. Que nous connaissons ceux de nos élus locaux et de ces élus de proximité qui eux aussi, quand va venir l'acte 3 de la décentralisation, seront les premiers à résister contre l'hyper-contraction des territoires, des services et des pouvoirs, comme ils résistent aujourd'hui à la fermeture d'une classe ou d'un hôpital de proximité. Alors que la justice fasse son travail, oui ; dans le même temps, selon la formule de Pierre Darrhéville, qu'on ouvre le véritable chantier de la séparation de la finance et de l'Etat.

Pour l'heure pourtant, l'Elysée et le PS ne changent pas de stratégie. Certes il y a eu une graduation entre la première réaction de François Hollande et son allocution à la sortie du Conseil des ministres mercredi : on sent une reprise en main, une détermination à agir, légiférer, voire punir. Reste que sur le fond, la ligne reste la même : elle est celle de l'austérité et d'une rupture consommée avec une majorité du peuple de France, et du peuple de gauche qui a fait la victoire du 6 mai. Accablé, inquiet mais sans concession, Jean-Marc Ayrault la résumait ainsi hier matin sur RTL : « *Il n'y a qu'une seule ligne politique, celle du redressement, qui passe par la ligne de la maîtrise des comptes publics. Abandonner le sérieux budgétaire, la réduction de la dette et des déficits signifie devenir l'otage des marchés financiers* ». Ajoutant même : « *Il faut aller voir en Espagne ou au Portugal ce qu'est véritablement l'austérité.* »

Cette semaine, la commission de Bruxelles pointait du doigt l'Espagne et la Slovénie car présentant des déséquilibres qui peuvent être jugés excessifs. De fait, les deux Etats sont les prochains en ligne de mire de la troïka, sommés de présenter un programme économique complet et de corriger ces déséquilibres de manière décisive. On voit chez nos voisins grecs et chypriotes ce à quoi a conduit cette mise sous tutelle forcée : Chypre sous le coup d'une perte de 20 % de son PIB en six mois, quand ses banques viennent d'être sauvées. En Italie et au Portugal, la situation reste aussi préoccupante. A chaque fois ce sont les peuples qui trinquent !

Quant à la France, dans quelques jours elle va préciser à la Commission européenne ses orientations pour les trois prochaines années avec l'objectif d'une réduction de 60 milliards d'euros de la dépense publique. Cela dans un silence quasi général. Pourtant, pour 2014, c'est à une saignée supplémentaire de 15 à 20 milliards supplémentaires qu'il faut s'attendre, impactant les secteurs clés de la vie parmi lesquels la santé ou encore les transports et singulièrement le rail.

Déjà, aujourd'hui, 90 000 personnes arrivent en fin de droits chaque mois. Depuis le 31 mars, ce sont près de 40 000 personnes qui sont menacées d'expulsions, 500 000 sont touchées par la précarité énergétique ; on assiste à l'explosion des chiffres du chômage, d'allocataires du RSA et de la CMU, à celui des salariés pauvres et des familles monoparentales, témoignant ainsi de la fragilité de la vie. Avec une croissance quasi nulle, la consommation stagne à 0,2 % : l'alimentation reste stable, tandis que les équipements personnels, domestiques baissent et que les loisirs pour la première fois dégringolent. Est-ce ainsi que les hommes doivent vivre ? La crise impacte de plus en plus fortement le pouvoir d'achat de nos concitoyens, tandis que les nouvelles ponctions prévues dans les budgets ne peuvent que déliter encore notre société, exacerber les tensions et mettre à mal ce contrat social qui a scellé les fondements de la France.

Le Premier Ministre peut toujours jouer sur les mots, et nous expliquer que se soumettre aux contraintes de l'UE est le meilleur rempart contre la finance, le fait est que la poursuite de cette orientation, après cinq ans de sarkozysme, enfonce durablement notre peuple dans la rigueur et l'austérité ; l'asphyxie tous les jours un peu plus.

La crise n'est d'ailleurs pas née avec l'affaire Cahuzac. Le refus du pouvoir d'affronter politiquement cette question de la finance, on l'a déjà vécu avec par exemple le recul sur la taxe à 75 % ; celui d'entrer dans un bras de fer avec le Medef sur des dossiers aussi structurants que l'ANI ou la politique industrielle de nouveau convoquée avec ArcelorMittal, celui de mener le débat idéologique avec les forces les plus régressives sur la PMA ou en différant la confrontation sur le droit de vote des étrangers. A chaque fois sa tentative de composer et de chercher un consensus a minima a renforcé l'offensivité de la droite.

Même si une partie de l'UMP reste atone, voire prend peur face à une radicalisation extrême des débats. Cela a été particulièrement manifeste dans les derniers jours sur la discussion parlementaire sur le mariage pour tous avec la multiplication des insultes et agressions homophobes, la dérive fascisante des dernières mobilisations avec CIVITAS et d'autres. L'après présidentielle montre une résistance et une présence exceptionnelles de la droite sur tous les terrains ; une capacité aussi à impacter et investir les milieux populaires. Ajoutons encore que les évolutions stratégiques du FN et de Marine Le Pen, moins dans une posture et un discours clivant, participent du renforcement global de cette droite. Ainsi, dans la foulée de la partielle de l'Oise, un sondage Harris Interactive/LCP sur « Les traits d'image de Marine Le Pen » qui sortira lundi, montre que davantage de Français estiment qu'elle ferait une bonne Présidente de la République (24 %, +6 points par rapport à 2011). Ils sont surtout plus de quatre Français sur dix à estimer qu'elle a de bonnes idées pour la France (42 %, +5 points, un tiers à affirmer qu'elle peut réformer le pays dans le bon sens (33 %, +4 points) et 21 % (+5 points) à considérer qu'elle peut bien représenter la France à l'étranger. C'est surtout auprès des sympathisants de droite et dans les milieux populaires que son image s'améliore le plus.

Ce renforcement des forces réactionnaires et régressives, en conquête d'une nouvelle hégémonie et légitimité, déjà en reconquête électorale, le décrochage en masse de ceux qui ont porté François Hollande au pouvoir amènent à de plus en plus de doutes à l'intérieur même de la majorité gouvernementale. On a vu cette semaine des voix s'élever : celles de Arnaud Montebourg ou de Cécile Duflot, on a également assisté, à l'Assemblée nationale sur le vote sur l'ANI, à un premier refus de cautionner ce qui était en train de se passer avec 6 contre, 35 abstentions. Vous avez lu comme moi les prises de position d'Emmanuel Maurel et de Marie-Noëlle Lienemann, sa proposition d'un nouveau pacte gouvernemental qui inclut l'ensemble des forces de gauche et qui met en avant le fait que oui, immédiatement, il est une majorité au Parlement pour une autre politique. Ces manifestations-là, nous ne pouvons les ignorer ; il nous faut même les conforter, trouver les moyens de les développer et de leur donner l'espace requis.

Dans le même temps, le PS, je l'ai noté, maintient son cap politique. L'adversité a même tendance à

rigidifier son attitude selon l'adage : celui qui n'est pas avec moi est contre moi ! On l'a vu avec la remise au pas sémantiquement musclée du ministre de l'Industrie. Il s'agit également de trouver le consensus le plus large sur le projet de moralisation de la vie politique, scellant du même coup la poursuite des politiques dictées par l'UE, Bruxelles et le FMI. Avant l'affaire Cahuzac, on évoquait déjà la possibilité d'un rapprochement entre sociaux-démocrates et démocrates. Il n'est pas exclu que ce débat sur la moralisation fournisse le prétexte pour avancer vers une telle recomposition ; l'initiative de Pascal Durand, secrétaire national d'EELV, pour initier sur le sujet une rencontre au sommet en vue des principaux dirigeants des forces de gauche (PS, PRG, EELV, PCF, PG), ainsi que de François Bayrou peut plaider dans ce sens. Daniel Cohn-Bendit avait œuvré pour une démarche proche.

C'est par ce prisme, pour une part, qu'il nous faut aborder la campagne de presse menée contre le Front de gauche. Nous savons qu'il y existe des débats et des divergences d'appréciations, particulièrement entre nous et le PG, cela fait d'ailleurs partie du fonctionnement de cette force depuis sa création : nous sommes l'additif de composantes diverses par leurs origines et leur antériorité, et l'en commun que nous créons n'efface pas la spécificité et l'autonomie de chacun. Cela ne peut masquer que pour les défenseurs de l'austérité et du « ne rien changer aux équilibres », il s'agit d'affaiblir la capacité de rayonnement de notre force, voire de nous marginaliser pour nous isoler politiquement, faisant ainsi la démonstration qu'à gauche il n'est pas d'autre perspective possible. Comme cela a été déjà le cas pendant la présidentielle, il s'agit dès lors de diviser en leur sein les forces composantes du Front de gauche. Plus encore en établissant une sorte de symétrie Mélenchon/Le Pen, de tenter de dresser un cordon sanitaire entre nous et une partie des forces du changement à gauche, à qui il nous faut tendre main.

Cet horizon comme cette rhétorique-là, nous ne pouvons l'accepter.

## **Une nouvelle République**

Que veulent alors les communistes ? Je crois que Pierre Laurent l'a explicitement développé lors de sa conférence de mardi : concourir à la mise en mouvement et au rassemblement toutes les forces du changement. Œuvrer ensemble à un nouveau contrat politique et de majorité.

La France, son économie et ses institutions ne sont ni la Grèce, ni Chypre, ni l'Espagne ou l'Italie. Elle peut tout autant sécréter ses propres formes de régression, de débâcle sociale, de repliements sur soi et rejets et nous vivons un moment qui peut y conduire. Mais notre pari est bien la vie et de sortir par le haut de cette impasse ; refuser cette spirale qui aboutit inéluctablement à la restauration d'une droite renforcée par son extrême. Pour le PCF, cela passe par une refondation sociale et démocratique de notre pays, en même temps que par la politique de la main tendue afin de mettre en mouvement toutes celles et tous ceux qui au printemps ont appelé au changement.

Bien sûr cela appelle à tendre la main, à de l'audace aussi ; à chaque moment faciliter la mise en dynamique de militants, de personnalités de toute la gauche. C'est ce qui a fait la force de la bataille référendaire de 2005 et la victoire du NON ; c'est ce qui a permis également la création du Front de gauche et son renforcement depuis par de nouvelles composantes. Et il n'est pas un hasard si depuis qu'on est sortis de la manifestation « coup de balai » et qu'un appel large a été lancé pour la réussite du 5 mai, qu'on enregistre des succès dans les grands meetings qui se tiennent : 3 500 à Martigues, 3 000 à Montpellier, 800 à 1 000 à Clermont Ferrand ; c'est un succès également au Havre ; et de nouveau, des hommes et des femmes, des jeunes... Le Front de gauche est de retour avec sa force de mobilisation et d'éducation populaire ! Et affirmons-le : nous voulons que cette dynamique s'élargisse encore et d'abord localement en agrégeant militants politiques, sociaux, culturels de toute la gauche ; en réinitiant les Assemblées citoyennes qui ont pour une part ponctué les campagnes de la présidentielle et des législatives ; en redonnant de la force au

Front des luttes et fronts thématiques ; en maintenant une intervention soutenue du PCF dans les mots d'ordre, les matériels de préparation qui aille dans le sens du rassemblement le plus large.

Reste que nous savons que c'est bien plus qu'il n'en va que de mobilisations. La Ve République est à bout de souffle. Ce nouvel épisode de la crise démocratique, après bien d'autres, exige un retour au peuple, de faire place au peuple jusqu'à une refondation complète. Il exige un grand débat citoyen pour construire ensemble un nouveau bien commun, une République nouvelle.

Cette exigence d'une VIe République sociale et citoyenne, sa construction sont donc une réponse immédiate à la crise en même temps qu'elles participent de la transformation des structures de notre société. Elle va permettre d'initier ce processus constituant qui va nous permettre de dépasser une situation politique aujourd'hui bloquée, en favorisant la construction d'une majorité qui implique les citoyens, jusqu'à poser la question d'une alternative majoritaire sociale, économique, culturelle et démocratique.

Elle appelle à sortir de l'ère de la gouvernance au sens capitaliste du terme pour rentrer dans celle de la citoyenneté : donner plus de poids à la souveraineté populaire, de nouveaux droits et pouvoirs pour les citoyens et les salariés, faire du développement de cette citoyenneté le moteur pour redonner du sens et de la force à l'action politique et à la démocratie.

En accordant plus de droits au citoyen et en valorisant son implication directe pour faire face à la crise de démocratie représentative : droit de vote des étrangers, parité réelle, statut de l'élu, non cumul, l'extension du champ de l'intervention publique et citoyenne (référéndum, budget participatif...). En donnant du sens et du contenu à une citoyenneté sociale et à l'entreprise intégrant une extension conséquente des pouvoirs des organismes où sont représentés les salariés et l'obligation des services publics dans les domaines décisifs. En permettant une profonde démocratisation des pouvoirs : pour ne citer que la généralisation de la proportionnelle, la fin des logiques présidentielles, leur déconnection de la logique de concurrence libre et non faussée.

### **Contre la loi de la finance**

Sur la lutte contre la finance, le débat ne peut évidemment pas se limiter à l'évasion fiscale, mais l'affaire Cahuzac a cela de particulier qu'elle porte avec une acuité rarement atteinte le besoin de légiférer sur l'évasion fiscale : 60 milliards d'euros, plus que l'impôt sur le revenu, et sur le plan européen c'est 1 000 milliards d'euros, soit cinq fois le budget de l'UE.

Le vaste dispositif de transparence porté par François Hollande, dont la publication par les banques françaises de la liste de toutes leurs filiales dans le monde, pays par pays, toute la liste des paradis fiscaux, pays par pays, n'est qu'un effet d'annonce s'il ne remet en cause aucune des orientations nationales et européennes qui conduisent à cette dérive.

Lors de sa conférence de presse de mardi, Pierre Laurent proposait de s'appuyer sur les conclusions de la commission d'enquête du sénateur Eric Bocquet déposées en juillet 2012. D'élargir d'abord la question du secret bancaire à la question européenne en débouchant sur la création d'un fichier européen des comptes bancaires.

De se donner ensuite de véritables moyens pour travailler à renforcer l'administration fiscale, dont les effectifs ont été amputés de 25 000 emplois en dix ans. Ce qui signifie s'extraire de la logique de la RGPP et remettre en cause les orientations des traités de Lisbonne et du traité budgétaire ratifié à l'automne dernier.

Comment en effet parler d'harmonisation fiscale quand les pays européens s'empressent tous de créer et de développer des paradis fiscaux vers lesquels sont dirigés les capitaux accumulés grâce aux dispositifs d'optimisation et d'évasion fiscale ?

Que cet état de fait répond à la volonté de réguler par la concurrence toute la construction de l'UE et que notre pays même, avec Monaco et Andorre, n'est pas en reste ? En ce qui concerne ces

deux dernières anomalies fiscales, qu'attendons-nous pour en finir avec elles ? Il est temps de donner l'exemple !

Il a fallu attendre 2003 pour que soit instauré un système d'échange automatique d'informations fiscales à l'échelle de l'Europe ; mais des pays comme le Luxembourg, la Belgique, l'Autriche ont bénéficié d'une période de transition, qui semble parfois s'éterniser. Et derrière le cas particulier d'exode fiscal type Cahuzac comme avant lui Depardieu, qui en soi constituent de véritables fraudes et dénis de démocratie, le plus grand hold-up est que ce système est aussi l'un des moyens les plus lucratifs ou optimisants qu'aient trouvés les entreprises et surtout les grands groupes pour échapper à toute forme de taxation du capital en s'offrant un point de chute à bas coût fiscal favorisant l'accumulation et la spéculation. Jusqu'à faire surfacturer par les filiales implantées dans ces pays à fiscalité basse leurs services à celles implantées dans les pays à fiscalité plus haute ; ce qui réduit d'autant la charge fiscale globale du groupe.

De fait, il s'agit de mettre en place une législation fiscale qui combat l'évasion fiscale, implique d'agir au plan national comme européen, portant prioritairement sur des impôts comme l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le capital ou la fortune. On ne peut cependant pas ignorer que la capacité d'un pays à décider de sa politique fiscale et à lever l'impôt représente un des fondements de sa souveraineté. C'est d'ailleurs à cette souveraineté que s'attaquent les dispositions conjointes du TSCI et du MES, en inscrivant au cœur des législations des Etats cette règle d'or qui intime d'en finir avec la dette en public.

Apparaît dès lors le lien direct entre harmonisation fiscale de nouveaux droits salariés et pôle public bancaire/revendication sur BCE soumise aux marchés sans contrôle démocratique. Ce lien, c'est la nécessité d'une transparence fiscale à ces deux niveaux.

Il faut un droit nouveau de contrôle dans les entreprises pour que les salariés puissent connaître la nature des financements de l'entreprise et la fiscalité auxquels ces mêmes financements sont soumis quel que soit le pays où ils sont faits.

Le pôle bancaire qui en contrepartie de la mobilisation du crédit, grâce à la création monétaire d'une BCE réorientée, doit exiger des entreprises la transparence financière pour interdire de fait des investissements dans les sociétés offshore.

## **La force du 5 mai**

Reconnecter le débat social à l'urgence démocratique, c'est ce que doit permettre la manifestation du 5 mai « contre la finance et l'austérité, pour une VI<sup>e</sup> République ». Nous la concevons comme une formidable initiative nationale, ouverte et populaire, pour donner du souffle à cette démarche. Jean-Marc Salmon, le sémiologue appelant à cette marche, souligne ce qui a fait la force des meetings Front de gauche l'an passé : déplacer la scène du débat public de la scène médiatique à la scène du forum et de la place publique ; changement de perception sur la solidarité, sur l'identité nationale, sur le rapport à l'autre ; un changement dans le langage devenu carnavalesque, épique et poétique. N'oubliez pas qu'il y a toujours une part de rêve et d'épopée dans toute avancée populaire, que là est une des clés de l'espoir.

Pour le 5 mai, tous n'ont pas aimé la manière où cette date a été inscrite dans le débat public. Je n'épilogue pas. Cependant, immédiatement il nous est apparu essentiel que le PCF se l'approprie, que l'ensemble du Front de gauche en soit également propriétaire. Parce que cette initiative a un sens ; qu'elle est utile, voire essentielle pour le mouvement que nous voulons engager.

L'élément déterminant pour la réussite de cet événement désormais dans le paysage politique, qui va sanctionner un rapport de force constituant un baromètre de l'actualité, sera la mise en mouvement des communistes dans sa préparation et pour les premiers éléments que nous

recensons avec le secteur Vie du Parti ; c'est à ce niveau-là qu'elle est vécue et préparée par les fédérations. C'est pourquoi encore la réussite du meeting du Parti le 16 avril à Paris doit être une priorité militante jusqu'à mardi.

Il s'agit encore de le préparer dans l'action, en prise avec les mobilisations sociales : c'est dans ce sens que nous investirons et appelons à investir massivement la journée du 1<sup>er</sup> Mai qui marquera, après le débat sur l'ANI, une nouvelle mobilisation du débat syndical. Dans ce sens encore que nous voulons la lier avec les batailles locales, le mouvement que nous avons initié contre l'austérité.

### **Vers une nouvelle ère démocratique et sociale**

Dans la foulée de la manifestation du 5 mai, le PCF fait la proposition d'organiser des assises citoyennes pour la refondation sociale et démocratique, locales et qui convergeront nationalement courant juin. Le 16 juin, si nous en décidons ainsi.

Notre objectif est de le faire dans la mutualisation des initiatives qui concourent au changement à gauche ; de proposer la coorganisation la plus large des forces sociales et politiques disponibles pour initier un tel processus, faire encore évoluer le prisme du rassemblement possible en vue de faire émerger un nouveau contrat politique.

Ayons aujourd'hui le débat pour en préciser les formes.

Dans le sens de ce que j'ai dit tout à l'heure : continuer à travailler un processus citoyen global portant et réaffirmant la puissance de la souveraineté populaire, notamment face à la finance.

Dans une déclinaison concrète de propositions et d'objectifs ; dans la mise en mouvement concomitante des forces et des personnes dans la conception la plus large à l'échelle de la gauche, pour débattre et œuvrer aux conditions politiques pour les mettre en œuvre. Localement, et nous entrevoyons le lien avec les rassemblements que nous voulons initier aux municipales.

Nationalement, parce que c'est à ce niveau-là qu'il nous faut trouver les moyens de surmonter la situation de blocage social et politique à laquelle nous sommes confrontés.

### **Conclusion.**

Chers camarades, je pense que nous avons maintenant tous les éléments en notre possession pour entrer dans la bataille, oser. Nous sommes tous également conscients de la responsabilité qui est la nôtre ; d'une responsabilité qui n'a rien à voir avec la morale mais est bien effective et politique. Etre utiles à notre peuple, lui faire place ! A tous les grands moments de leur histoire on sait que les communistes ont pris leurs responsabilités ; fait preuve d'audace, courage, créativité, rassemblement. Aujourd'hui encore, c'est à cette hauteur qu'il faut agir.

Il faut toujours un mot de chute. Qui ne fera pas référence à 1789 puisque je puiserai ailleurs. Le retour du beau temps appelle toujours le retour de jours meilleurs : bientôt alors reviendra le temps des cerises, des merles moqueurs, des gais rossignols et bien sûr d'un espoir refondé.